

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 29 avril 2025

Nos réf. : SHM/TA/MI n° 25 - 127

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNDPL

4 route de Saint-Martin
RN 19
52330 JUZENNECOURT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 mars 2025 dans l'établissement SNDPL implanté 4 route de Saint-Martin RN 19 52330 JUZENNECOURT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection diligentée suite au courrier de plainte du 11 mars 2025, transmise par le plaignant au responsable du bureau de l'environnement de la préfecture. Ce courrier fait état à des dates en février et mars 2025 de rejets de fumées noires. Le plaignant évoque également des nuisances sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNDPL
- 4 route de Saint-Martin RN 19 52330 Juzennecourt
- Code AIOT : 0005703072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SNDPL est spécialisée dans le décapage thermique et chimique de pièce métalliques.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 18/12/2024, article 1	Sans objet
2	Mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 18/12/2024, article 1	Sans objet
3	Mesures d'urgence	Arrêté Préfectoral du 18/12/2024, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 20 mars 2025 et l'analyse des documents de suivi de l'activité du four montrent des émissions ponctuelles ; majoritairement de fumées liées à l'arrosage du four dégageant de la vapeur d'eau et de quelques émissions de fumées noires résultant d'arrêt et de redémarrage en cours de cycle des brûleurs de combustion et de postcombustion. Ces arrêts peuvent être dus au déclenchement intempestif de la mise en sécurité du four (humidité atmosphérique) ou à des pannes de courant (microcoupure). Néanmoins la fréquence de ce type d'évènement semble diminuer puisque aucun ne s'est produit depuis le 18 mars 2025.

Concernant la nature des rejets atmosphériques, les dernières analyses de la campagne du 29/11/2023 montrent des résultats conformes à la réglementation.

La campagne de mesures des émissions sonores montre que l'entreprise SNDPL respecte les seuils de la réglementation qui lui est applicable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2024, article 1																																		
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores																																		
Prescription contrôlée : La société SNDPL est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite au 4 route de Saint Martin, 52330 JUZENNECOURT, de respecter dans un délai de trois mois les dispositions prévues au III de l'article 47 (surveillance des émissions sonores) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.																																		
Constats : Une campagne de mesures des émissions sonores générées par les activités de l'établissement s'est déroulée le mardi 4 et mercredi 5 février 2025. Elle a été menée en application de l'arrêté préfectoral n°996 du 19 avril 2016 et du présent article. Les conclusions de la campagne de mesure des émissions sonores font apparaître des résultats en limite de propriété conformes aux prescriptions réglementaires. Le tableau ci-dessous synthétise l'analyse de la conformité pour les différents points de mesure :																																		
<table border="1"><thead><tr><th rowspan="2">Points</th><th colspan="2">En limite de propriété</th><th colspan="2">Calcul d'émergence</th><th rowspan="2">Observations</th></tr><tr><th>Nuit</th><th>Jour</th><th>Nuit</th><th>Jour</th></tr></thead><tbody><tr><td>1</td><td></td><td></td><td></td><td>Conforme</td><td>Aucune non-conformité sur ce point.</td></tr><tr><td>2</td><td></td><td>Conforme</td><td></td><td></td><td>Aucune non-conformité sur ce point.</td></tr><tr><td>3</td><td></td><td>Conforme</td><td></td><td>Conforme</td><td>Aucune non-conformité sur ce point.</td></tr><tr><td>4</td><td></td><td>Conforme</td><td></td><td></td><td>Aucune non-conformité sur ce point.</td></tr></tbody></table>	Points	En limite de propriété		Calcul d'émergence		Observations	Nuit	Jour	Nuit	Jour	1				Conforme	Aucune non-conformité sur ce point.	2		Conforme			Aucune non-conformité sur ce point.	3		Conforme		Conforme	Aucune non-conformité sur ce point.	4		Conforme			Aucune non-conformité sur ce point.
Points		En limite de propriété		Calcul d'émergence			Observations																											
	Nuit	Jour	Nuit	Jour																														
1				Conforme	Aucune non-conformité sur ce point.																													
2		Conforme			Aucune non-conformité sur ce point.																													
3		Conforme		Conforme	Aucune non-conformité sur ce point.																													
4		Conforme			Aucune non-conformité sur ce point.																													
Localisation des points :																																		
<table border="1"><thead><tr><th>Points</th><th>Localisation</th></tr></thead><tbody><tr><td>1</td><td>En zone à émergence réglementée Sud-ouest, au niveau de l'habitation située en face du parc matières</td></tr><tr><td>2</td><td>En limite de propriété Nord-ouest</td></tr><tr><td>3</td><td>En limite de propriété et zone à émergence réglementée Nord-est, au niveau de la zone de livraison</td></tr><tr><td>4</td><td>En limite de propriété au niveau de l'entrée du site</td></tr></tbody></table>	Points	Localisation	1	En zone à émergence réglementée Sud-ouest, au niveau de l'habitation située en face du parc matières	2	En limite de propriété Nord-ouest	3	En limite de propriété et zone à émergence réglementée Nord-est, au niveau de la zone de livraison	4	En limite de propriété au niveau de l'entrée du site																								
Points	Localisation																																	
1	En zone à émergence réglementée Sud-ouest, au niveau de l'habitation située en face du parc matières																																	
2	En limite de propriété Nord-ouest																																	
3	En limite de propriété et zone à émergence réglementée Nord-est, au niveau de la zone de livraison																																	
4	En limite de propriété au niveau de l'entrée du site																																	
Type de suites proposées : Sans suite																																		

N° 2 : Mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : La société SNDPL est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite au 4 route de Saint Martin, 52320 JUZENNECOURT, de respecter dans un délai de 6 mois les dispositions prévues se l'articles 1.1 (Prévention de la pollution atmosphérique) de l'arrêté préfectoral n°996 du 19 avril 2016 disposant que "L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en oeuvre de technologie propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et de traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté sur le registre d'enregistrement de fonctionnement du four aux dates listées sur la plainte les observations respectives suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le 03/02/2025 : légère fumées de 14h06 à 14h30 ;• le 13/02/2025 : pas d'utilisation du four ;• le 26/02/2025 : arrosage pour refroidissement rejet de vapeur d'eau ;• le 04/03/2025 : RAS ;• le 10/03/2025 : pas d'utilisation du four ;• le 11/03/2025 : Coupure de la postcombustion légères fumées de 9h45 à 10h00 ; <p>Depuis la mise en place du suivi d'utilisation du four à compter du 05/12/2024, l'inspection des installations classées constate sur 103 cycles de fonctionnement du four du 26/11/2024 au 19/03/2025, 20 signalements de fumées dont 12 consécutives à des arrosages provoquant l'émissions de vapeur d'eau sans conséquences.</p> <p>Les autres sont consécutives à des arrêts et aux redémarrages des brûleurs de la combustions ou de la postcombustion suite à des arrêts automatiques normaux de mise en sécurité de l'installation ou de coupure de courant.</p> <ul style="list-style-type: none">• le 17/03 : fumées noires furtives entre 11h15 et 11h28 ;• le 11/03 : légère fumée de 9h45 à 10h00 ;• le 04/02 : légères fumées de 11h20 à 12h00 ;• le 03/02 : légères fumées de 14h06 à 14h30 comme vu précédemment ;• le 20/01 : légères fumées de 11h35 à 11h38 ;• le 17/01 : légères fumées de 13h45 à 14h15 ;• le 13/01 : légères fumées de 14h40 à 15h00 ;• le 16/12/24 : fumée de 13h10 à 18h28 . <p>Au regard du nombre de cycle d'utilisation du four, le nombre de rejet et leur durée restent très limités, en moyenne 2 rejets par mois. L'exploitant déclare que depuis le 18/03/2025, plus aucun rejet de fumées noires n'a été observé.</p> <p>L'exploitant a mis en place un contrôle strict du chargement du four. Chaque pièce fait l'objet d'une pesée avec et sans peinture afin de ne pas dépasser la charge admissible de 40 kg à introduire dans le four.</p> <p>L'exploitant respecte les prescriptions du présent article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Mesures d'urgence
Prescription contrôlée : Sans délai : l'exploitant engage une expertise de l'état du four et notamment du conduit. Si le four ne peut pas être mis à l'arrêt dans l'attente de cette expertise, des règles de contrôle strictes sont mises en place et s'appuient sur : <ul style="list-style-type: none">◦ la présence de personnel formé lors du fonctionnement du four, le personnel vérifiant en temps réel les paramètres de suivi du four, la qualité visuelle des fumées (absence de fumées noires) et étant en capacité à tout instant de couper l'alimentation en gaz du four ;◦ en cas de paramètres non conformes et/ou de fumées anormales, l'équipement est mis à l'arrêt immédiatement ;◦ le temps de fonctionnement du four est consigné sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un relevé des paramètres de fonctionnement du four (température, pression) est relevé périodiquement et a minima toutes les 30 minutes. Ces paramètres sont relevés sur le registre précité ;◦ hors des périodes de fonctionnement du four, l'alimentation en gaz est coupée physiquement, notamment la nuit. Sous 15 jours : L'exploitant transmet un rapport d'incident à l'inspection des installations classées, incluant si possible l'expertise de l'état du four. Le rapport mentionne explicitement les mesures organisationnelles visant à empêcher tout renouvellement d'un tel dysfonctionnement et les améliorations techniques envisagées pour détecter de tels dysfonctionnements (caméras thermiques asservis, capteurs de température à la cheminée...). Un échéancier volontariste de mise en œuvre de ces actions est proposé L'exploitant met en place : <ul style="list-style-type: none">• une procédure spécifique qui rappelle l'interdiction de tout nettoyage de pièce en dehors de la zone étanche prévue à cet effet à l'intérieur du bâtiment ;• une formation de l'ensemble des employés. Ces actions d'information seront tracées et consignées, les documents traçant ces actions devant être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ;• une procédure soumettant toute utilisation d'un nettoyeur haute pression hors des locaux fermés de l'établissement à l'autorisation écrite du responsable de l'établissement, ce document devant être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Sous 1 mois au plus tard : l'exploitant transmet le rapport de l'expert sur l'état du four
Constats : Les mesures d'urgence ont été mis en œuvre par l'exploitant et levées lors de la visite de récolement du 22/01/2025 et par le rapport en date du 07/02/2025 produit à cet effet. Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions du présent article.
Type de suites proposées : Sans suite